

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS70542
55 013 Bar-le-Duc Cedex

NANCY, le 29/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

BP 1

55100 Dugny-sur-Meuse

Références : 390-2023/AR
Code AIOT : 0006200900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY implanté BP 1 55100 Dugny-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 20/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection se fait dans le cadre de l'instruction des compléments à l'étude de danger demandés par l'inspection auprès de l'industriel le 11/10/2017 par email. Un document intitulé "NOTE DRA-18-167269-01836A" daté du 04/06/2018 a été remis par l'exploitant afin de répondre à cette demande.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY
- BP 1 55100 Dugny-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny exploite une usine de production de chaux vive

sur le territoire de la commune de Dugny-sur-Meuse. Les calcaires traités au sein de cette dernière proviennent de la carrière à ciel ouvert exploitée par cette même société à proximité immédiate de l'usine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures de maîtrise des risques ;
- Moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MMR - maintien de l'efficacité	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/04/2022, article 49	/	Sans objet
3	Zones à risques d'explosion	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 10-10	/	Sans objet
4	Moyen de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 11-4	/	Sans objet
5	Moyen de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 15.2	/	Sans objet
6	Moyen de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 15.3	/	Sans objet
7	POI	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 15.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les compléments à l'étude de danger apportés par l'exploitant dans son document daté du 04/06/2018, répondent aux commentaires de l'inspection. Par ailleurs, le contrôle confirme la mise en place des mesures de limitation des risques et leur bonne mise en oeuvre et maintenance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MMR - maintien de l'efficacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : Cette partie contient des informations confidentielles situées en annexe du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/04/2022, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etats des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks est réparti de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">- inventaire journalier du stock de chaux ;- supervision journalière des combustibles en supervision. L'exploitant a préparé un document qui est complété en cas de besoin en salle de commande par report des données de suivi des stocks dont notamment les combustibles. Les opérateurs en salle de contrôle ont en vision l'état du stocks des combustibles et peuvent compléter à tous moments l'état des stocks des combustibles présents dans trois réservoirs. Le document complété est disponible rapidement et peut être présenté aux services de secours. Un tableau de suivi est disponible tous les jours. Les outils de supervision sont protégés par un onduleur en cas de coupure électrique afin de récupérer les données en cas d'incendie ou de coupure d'électricité sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Zones à risques d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 10-10
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosion
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Un plan des zones présentant des risques d'explosion, présentant des risques de souffle ou projection dues à une explosion (événements d'explosion, cloison fragile.) sera établi par l'exploitant tenu à jour et mis à disposition de l'inspecteur des installations classées. Ces zones seront matérialisées physiquement. Aucune zone de travail du personnel ne pourra se superposer à ces zones de risques. Toute intervention dans ces zones à risques ne seront autorisées qu'à du personnel habilité suivant des procédures formalisées. Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières. Des visites de contrôles seront effectuées après toutes interventions.
Constats : Le plan de zonage a été présenté. Il a été remis à jour en 2014 avec l'arrivée de la zone de lignite. La dernière version date du 2 mai 2019. Le plan de zonage ATEX est présent dans le POI. Sur le site, les zones ATEX sont matérialisées par un pictogramme. Une procédure d'intervention en zone ATEX existe et a été présentée lors de la visite (procédure FR02CG-34-100). Le personnel est formé zone ATEX 0, 1 et 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyen de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 11-4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: 11-4 Moyens incendie du dépôt d'huiles : 11.4.1 Les moyens à mettre en place sont, outre les extincteurs et la bouche d'incendie existants déjà sur place : - installation de rampe d'arrosage munie de raccords pompiers sur les zones de dépotage des combustibles liquides de récupération (hors huiles) ; - mise en place d'une réserve d'émulseur de 4 900 litres s'il s'agit d'un émulseur type III ou 2 100 litres s'il s'agit d'un émulseur de type I.
Constats : Le site dispose de deux réserves respectivement de 4000 litres et 1 200 litres d'émulseurs type III. Deux fois par an, des tests (avril et octobre) sont réalisés sur les boîtes à mousse et les couronnes d'arrosage. L'ordre de maintenance est émis par SAP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyen de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 15.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Outre les moyens spécifiques pour le stockage lignite , déchets solides et dépôt d'huiles usagées, l'usine dispose au minimum des moyens pour prévenir et lutter contre un incendie suivants : <ul style="list-style-type: none">- une alimentation à partir du château d'eau de la commune- deux réserves de 60 m³ et 90 m³ reliées au groupe motopompe assurant le fonctionnement des couronnes d'arrosage des cuves d'huiles- Les cuves de stockage de déchets liquides inflammables (huiles) sont protégées chacune pour leur refroidissement par des couronnes d'arrosage ou dispositifs équivalents.- 6 bornes incendie- un boucle alimentée à 6 bar- des extincteurs et poste d'eau judicieusement répartis.
Constats : Le site présente les moyens pour prévenir et lutter contre les incendies suivants : <ul style="list-style-type: none">- présence d'un château d'eau de la commune à l'entrée du site ;- deux réserves de 60 m³ et 90 m³ sont en séries et s'alimentent par gravité ;- des bornes incendies ;- les cuves de stockage de déchets liquides inflammables (huiles) sont protégées chacune pour leur refroidissement par des couronnes d'arrosage ;- des extincteurs et des poste d'eau sont présents sur l'ensemble du site. Le dernier exercice incendie a été réalisé le 28 février 2022 au niveau du dépotage des huiles usagers. Une vérification annuelle (octobre ou novembre) des extincteurs est faite par un prestataire extérieur. Le tableau récapitulatif a été présenté avec les actions mises en oeuvre. Les bornes incendies sont contrôlées tous les ans par une société extérieure pour s'assurer que le débit délivré est de 6 bars Une visite incendie tous les mois est faite pour vérifier la présence des bornes incendie et leur état. Le rapport indique les actions à mettre en place au besoin et présente des photographies de ces actions. Le dernier rapport est en date du 28 août 2023 et a été présenté lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyen de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 15.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant établit un plan d'opération interne : ce plan établi en accord avec le SDIS et l'inspection des installations classées est remis à jour tous les 5 ans. Ce document comprendra un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Le POI et le plan d'intervention existant seront mis à jour. Ils seront à disposition du personnel et un exemplaire sera envoyé aux services d'Incendie et de Secours.
Constats : L'exploitant dispose bien d'un POI qui a été présenté au service de l'inspection durant la visite. Il est revu tous les ans après l'exercice incendie. Les dernières modifications de consignes datent du 1er septembre 2023. Les modifications sont surlignées en jaune par rapport à la version initiale du POI de 2019. Le POI a été conçu en concertation avec les pompiers, il comporte un plan ETARE réalisé avec les pompiers et présente les différentes zones de risque
Observations : L'industriel devra transmettre aux services de l'inspection le dernier POI mis à jour au regard des modifications qui ont été faite depuis le POI de 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 15.4
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant réalisera régulièrement des exercices en présence le cas échéant des services incendie et secours en fonction de la disponibilité et de la demande de ce service. À minima un exercice POI sera réalisé à une fréquence annuelle.
Constats : Un exercice POI est fait tous les ans avec les services incendie et secours. Le dernier exercice a été fait le 28 février 2022 au niveau du dépotage des huiles usagers. Le dernier rapport a été présenté lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet